

NOUVELLES STRATÉGIES MIGRATOIRES DES JEUNES FEMMES RURALES AU MALI : DE LA VALORISATION INDIVIDUELLE À UNE RECONNAISSANCE SOCIALE

RÉSUMÉ : *En Afrique sub-saharienne, la mobilité interne des jeunes répond le plus souvent à d'autres impératifs que ceux de la formation scolaire supérieure, réservée à une minorité. Dans des contextes économiques africains en difficulté, les migrations masculines, plus anciennes, ont été analysées comme une composante des stratégies familiales de diversification des revenus. L'émergence des femmes célibataires dans ces courants migratoires internes depuis une vingtaine d'années a conduit à envisager la mobilité des jeunes dans une perspective plus large, en s'interrogeant sur leur participation à l'évolution des conditions de socialisation des jeunes, notamment dans leurs rapports avec les générations aînées et dans les transformations des rapports sociaux entre les sexes. C'est de ce point de vue que nous traitons, dans cet article, du développement des migrations féminines dans une population rurale du Mali. L'essor spectaculaire des migrations de travail des jeunes filles apparaît comme une reproduction, décalée dans le temps, de celles de leurs homologues masculins. Néanmoins, une analyse des caractéristiques de ces déplacements et de leur articulation aux logiques familiales révèle des différences entre les sexes, en terme d'attentes et de construction individuelle.*

Quel que soit le type de société considérée, la période de jeunesse ou d'« entrée dans l'âge adulte » se caractérise par une prise de distance vis-à-vis de la famille d'origine et par l'acquisition d'une autonomie croissante sur les plans résidentiel, matrimonial et professionnel (Galland, 1991). Les déplacements ou les migrations constituent le plus souvent une composante importante de ce processus d'entrée dans la vie adulte. Dans les pays développés, ils relèvent en premier lieu du système de socialisation formelle (notamment l'école) qui conduit les jeunes à quitter leur milieu pour poursuivre leurs études. Dans le même temps, ils participent à la socialisation informelle des jeunes en leur ouvrant l'accès à la société de services et à la société de consommation (Gauthier, 1997).

En Afrique sub-saharienne, la mobilité interne des jeunes (des campagnes vers les villes ou d'une région du pays à l'autre) répond le plus souvent à d'autres impératifs que ceux de la formation scolaire supérieure, réservée à une minorité. Dans des contextes économiques africains en difficulté, les migrations masculines, plus anciennes, ont été analysées comme un des mécanismes d'ajustements à une situation

de crise, comme une composante des stratégies familiales de diversification des revenus. L'essor, depuis une vingtaine d'années, des migrations féminines a conduit à envisager la mobilité des jeunes dans une perspective plus large, en s'interrogeant sur les motivations, individuelles et collectives, des migrations et leur participation à l'évolution des conditions de socialisation des jeunes, notamment dans leurs rapports avec les générations aînées et dans les transformations des rapports sociaux entre les sexes (Sawadogo, 1993 ; Diouf et Collignon, 2001 ; Sauvain-Dugerdil et Dieng, 2001).

C'est de ce point de vue que nous traiterons, dans cet article, du développement des migrations féminines dans une population rurale du Mali, objet d'une observation socio-démographique suivie depuis une quinzaine d'années. Un examen rapide de la littérature sur les migrations des jeunes en Afrique introduira la question des déterminants et des implications de la mobilité des jeunes (première partie). La deuxième partie sera consacrée à la description du développement, décalé dans le temps, des migrations des jeunes hommes et des jeunes femmes dans la population étudiée. Une analyse des caractéristiques des déplacements conduira, en troisième partie, à s'interroger sur la comparabilité des expériences masculines et féminines. Enfin, l'hypothèse d'une différence de nature des expériences migratoires des hommes et des femmes, tant en terme d'attentes et de construction individuelle que d'articulation aux logiques familiales, sera discutée en dernière partie.

1. MIGRATIONS DES JEUNES ET CHANGEMENTS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES EN AFRIQUE

1. 1. LES JEUNES MIGRANTS AFRICAINS : CONTRAINTS DE PARTIR ...

L'Afrique est peut-être l'un des continents où la mobilité des hommes a toujours été très importante, soit qu'elle faisait partie du mode de vie des populations (transhumance, migration matrimoniale), soit qu'elle était une réponse à des situations politiques, économiques, religieuses particulières (migrations liées au commerce transsaharien et à l'esclavagisme, aux campagnes guerrières). En outre, les conditions de la migration et les motivations de migrer ont été particulièrement affectées par l'expérience coloniale qui a durablement influencé le développement économique, socioculturel, politique et démographique de cette partie du monde (Adepoju, 1995). Les premières migrations de travail, au départ, forcées, vont ensuite s'intensifier à partir des Indépendances et avec les crises économiques des années 90 (Bocquier et Traore, 2000). L'essor de ce type de migration, lié au contexte socio-économique de ces pays, a ainsi entraîné une vision très ciblée du phénomène migratoire comme un comportement répondant à des exigences largement économiques.

Plusieurs modèles d'inspiration néo-classique ont alors été développés, inscrivant la rationalité migratoire dans le déséquilibre entre les conditions défavorables des milieux de départ et celles, plus attractives, des lieux de destinations (théorie dite des « push and pull »). Lewis (1954) et Todaro (1976 ; 1997) ont ainsi expliqué les migrations du rural vers l'urbain comme des solutions aux déséquilibres résultant d'un système de dualisme économique entre des sites agricoles faiblement productifs et des sites urbains à forte productivité, au sein desquels le secteur urbain informel servirait de secteur de transition pour les migrants. La crise qui affecte tout particulièrement le secteur moderne des économies africaines et le développement

continu du secteur informel, alimenté en grande partie par les migrants, suggère, contrairement au modèle théorique, que la migration est désormais complètement intégrée à la structure socio-économique des pays africains (Bocquier et Traore, 2000). Des démographes ont pour leur part souligné le rôle de la pression démographique dans les milieux de départ comme facteur de l'émigration. L'émigration est souvent une première réponse adoptée par les populations aux contraintes de l'accroissement naturel, avant que les comportements de fécondité ne soient remis en question. Ce mode de régulation, expérimenté par les pays occidentaux deux siècles plus tôt (Zelinsky, 1971) intervient également dans l'explication des mouvements migratoires, internationaux et internes, des pays du Sud. Dans le contexte du développement urbain des pays africains, on a pu de la sorte opposer les zones rurales pauvres, excédentaires de main d'œuvre aux zones urbaines, en plein développement économique, demandeuse de main-d'œuvre (Lee, 1966). Enfin, la dégradation de l'environnement (sécheresse, irrégularité des pluies, accroissement démographique et ressources naturelles limitées) apparaît, de plus en plus, comme l'une des composantes de la détérioration des conditions économiques en milieu rural qui pèse sur le recours à la pratique migratoire, dans le cadre des stratégies familiales de diversification des revenus (Stark, 1988 ; Lambert, 1994 ; Picouet, 2001).

La pertinence de ces théories pour modéliser à grande échelle les mouvements de population atteint bien souvent ses limites quand il s'agit de comprendre les dynamiques migratoires dans des populations particulières. Il s'avère ainsi que des régions où l'émigration était très forte ne sont pas toujours les régions les plus sinistrées économiquement ou écologiquement (Quiminal, 1991). D'autres explications sont alors à chercher, notamment en resituant les phénomènes migratoires dans leurs contextes sociaux et culturels.

La pratique migratoire d'une population, dès lors qu'elle s'est élaborée sur un temps plus ou moins long, s'inscrit dans le système des institutions et des représentations sociales. Dans bien des sociétés, cette pratique, adoptée à un moment donné en fonction de contraintes historiques ou économiques, s'est entretenue et consolidée comme une composante de l'organisation sociale. La migration est alors appréhendée comme un « trait culturel », un comportement intégré à un système de valeurs et un mode de vie spécifique. C'est tout particulièrement le cas en Afrique concernant les peuples nomades. Mais dans d'autres sociétés africaines, le voyage, le départ vers un autre milieu restent également très valorisés : la migration constitue un rite initiatique, par lequel le jeune (la plupart du temps, le jeune homme) pourra acquérir un statut reconnu au sein de la société : c'est par exemple le cas de la Somalie du Nord où le voyage est considéré en lui-même comme source d'apprentissage et de sagesse pour les jeunes hommes (Rousseau *et al.*, 2001). Signe de la construction sociale dont elle est l'objet, la migration est généralement très organisée selon les catégories sociales et tout particulièrement selon les genres. D'une manière générale, en Afrique, alors que la migration masculine est sur-valorisée, l'image de la femme migrante reste connotée de manière très négative (Antoine et Sow, 2000). Ainsi, Véronique Petit (1998) explique en partie le relatif immobilisme des femmes dogons du Mali par la culture très masculine de la migration qui conduit les hommes à refuser ou à rejeter toute forme de migration féminine autre que celles liées à leur vie familiale.

Cependant même quand elles ne sont pas valorisées socialement, certaines migrations peuvent s'imposer à l'individu comme une expérience quasi-obligatoire de leur construction identitaire sinon de leur insertion sociale. Ainsi dans les justifications du développement très rapide des migrations des jeunes filles, est souvent mis en avant le phénomène d'imitation : les premières parties sont revenues au village avec de beaux vêtements, qui étaient pour elles une manière d'affirmer leur différence et leur statut de migrante, ce qui a incité leurs petites sœurs et amies plus jeunes à partir également. Un tel phénomène, observé dans de nombreuses populations africaines sub-sahariennes (Assogba, 1992 ; Delaunay, 1994 ; Makinwa et Afolayan, 1995 ; Bartiaux et Yana, 1995 ; Olurode, 1995 ; Ouedraogo, 1995 ; Lesclingand, 2000), montre bien comment la migration des jeunes (ici, les jeunes filles) obéit à des contraintes sociales exprimées par le groupe. Seule la mise en scène du départ (« en cachette ») rappelle alors l'opposition initiale du groupe d'appartenance, réduite par la généralisation du phénomène à une valeur rituelle.

Dans l'ensemble des approches citées précédemment, le niveau d'analyse reste à un niveau macro-économique, macro-social : l'individu y est considéré comme le produit d'un système social, dont les caractéristiques détermineront les comportements individuels, dont celui de migrer ou non. Dans cette logique holiste, les individus ne maîtrisent rien et sont soumis aux aléatoires de leur environnement familial, culturel, social, économique et écologique. Cependant, la migration s'inscrit également dans une histoire et une dynamique individuelle où « *les besoins, les aspirations, les vulnérabilités, les rêves de vie, les rapports avec la famille et la communauté locale sont en interaction pour établir des choix, dont celui de migrer ou non* » (Assogba et Fréchette, 1997). Les motivations des acteurs méritent d'être prises en considération, pour comprendre les déterminants des migrations, en particulier celles qui se réalisent pendant la jeunesse, une période de la vie où les désirs d'affirmation personnelle et d'émancipation du groupe social d'origine sont particulièrement forts. Et c'est ce regard individualisant qui a permis de redécouvrir la réalité des migrations féminines. Cette « redécouverte » des migrations féminines, suscitée notamment par le constat de la forte participation des femmes aux dynamiques migratoires internes dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, a permis d'explorer les phénomènes migratoires dans une optique plus individuelle où les motivations personnelles des migrants ressortaient plus particulièrement.

1. 2. OU ASPIRANTS AU DEPART ?

Dès la fin du XIX^e siècle, les femmes et tout particulièrement les jeunes femmes africaines furent très nombreuses à profiter de l'éclosion des noyaux urbains due à la colonisation, pour partir, de manière autonome, en ville. La migration vers des lieux en pleine construction leur est alors apparue comme un moyen d'échapper à leur exploitation (pour les esclaves) ou à leur dépendance conjugale (Coquery-Vidrovitch, 1994). Aujourd'hui encore, en Afrique, les rapports sociaux entre les hommes et les femmes restent très nettement en défaveur des femmes sur de nombreux plans : les femmes ont très rarement accès à la terre, elles n'ont pas d'autonomie économique véritablement reconnue, elles ont des marges de manœuvre très limitées concernant leur vie matrimoniale, conjugale et féconde (Locoh *et al.*, 1996). Ces contraintes qui s'imposent aux femmes sont d'autant plus fortement ressenties par les jeunes filles qui désirent s'émanciper de leur groupe social. La migration se présente alors pour

elles comme l'un des moyens d'exprimer cette volonté d'indépendance, de refus de leur situation de dominées. Des études qualitatives réalisées notamment auprès de jeunes migrantes à Ouagadougou au Burkina-Faso font apparaître leur désir de quitter leur village d'origine, le contrôle familial et de « partir à l'aventure » (Bardem, 1993).

La situation des jeunes hommes se présente très différemment, notamment selon leur place dans la fratrie. Dans de nombreuses sociétés rurales, le système de production et de consommation se réalise au sein de concession familiale, le plus souvent de type patrilinéaire, dont le doyen est le responsable et le gestionnaire. Dans de tels contextes où la hiérarchie s'établit au profit de l'aîné, les cadets peuvent avoir des difficultés à se positionner au sein de l'espace économique familial. Les bénéfices tirés des travaux agricoles auxquels les jeunes hommes participent ne leur reviennent pas directement. La gestion d'un espace économique individuel et privé était, dans la tradition, assuré par l'allocation d'un champ privé, laissé au jeune homme qui le cultivait, une fois les travaux collectifs effectués (Timera, 2001). Avec l'apparition des biens de consommation par le biais de l'économie marchande, les besoins ressentis par les jeunes augmentent. Conjointement à ce phénomène, les rendements des productions agricoles ont fortement diminué. Ainsi, la rentabilité très aléatoire des parcelles individuelles des jeunes hommes ne leur permettent plus de répondre à leurs besoins croissants. Et ils trouvent dans la migration, et dans les bénéfices pécuniaires qu'ils en tirent, un moyen de continuer à gérer leur espace économique individuel sans perturber l'ordre socio-économique familial (Hertrich, 1996). Cet espace individuel qui leur était réservé était également pour les jeunes hommes une manière d'affirmer une certaine indépendance vis à vis de la famille. La migration apparaît ainsi comme la solution alternative d'une affirmation identitaire au sein d'un système où les exigences et aspirations individuelles sont étouffées par la logique collective (Timera, 2001). Cette volonté d'échapper au contrôle social de la communauté semble alors relever d'une caractéristique de cette période de vie dans la recherche de nouveaux terrains d'expérimentation, de conquêtes de nouveaux espaces géographiques mais surtout socioculturels (Gauthier, 1999).

La théorie économique explique la migration comme une décision individuelle qui résulte d'un comportement de maximisation du revenu espéré (Lambert, 1994). En élargissant cette perspective économique, l'acte de migrer peut alors apparaître comme une stratégie de l'individu rationnel, recherchant les moyens d'atteindre ses buts qui peuvent être des biens de consommation, un statut social meilleur, en fonction des données socioculturelles et économiques de son milieu de vie. Dans une étude sur la démarche migratoire des jeunes québécois, Yao Assogba et Lucie Fréchette (1997) ont analysé la migration des jeunes comme une aspiration, définie comme un processus psychosociologique par lequel « l'acteur social, à travers des images, des représentations, des symboles, est attiré et poussé vers un objet proche ou lointain ». Dans le cas des jeunes africains, leurs motivations pour le départ s'expliquent en partie par un désir d'amélioration de leur condition, dans des pays où les différences entre milieu rural et milieu urbain sont encore (à de nombreux points de vue) très fortes. Ces différences sont d'autant plus vivement perçues par les jeunes avec le développement des moyens de communication (présence de la radio et moins fréquemment de la télévision dans les villages) qui renforcent le mythe et le prestige de la grande ville dans l'imaginaire des jeunes ruraux (Zoa, 1999).

2. LE DEVELOPPEMENT DES MIGRATIONS FEMININES DE TRAVAIL CHEZ LES BWA : SIMPLE REPRODUCTION DECALEE DANS LE TEMPS DES MIGRATIONS MASCULINES ?

TABLEAU 1
QUELQUES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES EN 2000

<i>Indices de fécondité</i>	Hommes	Femmes
(nombre moyen d'enfants)	9,1	7,9
<i>Taux de mortalité infantile</i>	200 pour mille	
<i>Taux de scolarisation</i>	Hommes	Femmes
Générations 1950-74	27 %	5 %
Générations 1975-94	31 %	11 %

La scolarisation était peu développée, du moins jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, date à laquelle la politique des « écoles de base » prises en charge par les villageois a motivé les communautés à développer des structures scolaires. Dans cette population, en première phase de transition démographique (baisse très nette de la mortalité, notamment des enfants, alors que la fécondité reste à un niveau élevé), les migrations peuvent apparaître comme une réponse à la pression démographique qui commence à se faire sentir (tableau 1).

L'organisation familiale s'appuie sur une unité socio-politique, le patrilignage, et une unité économique, le groupe domestique (*zū*). Le patrilignage, représenté par son doyen, est l'unité de référence dans les rapports politiques, sociaux et matrimoniaux qui s'établissent avec les autres groupes¹. Le lignage, selon sa taille, compte un nombre variable de groupes domestiques, qui sont des unités de production agricole et de consommation, dirigés par le responsable économique (le *zūso*) (Hertrich, 1996).

- 26

LES DONNÉES

Les données quantitatives sont issues d'une enquête biographique réalisée exhaustivement auprès de deux villages, Sirao et Kwara qui comptaient respectivement 630 et 840 résidents au dernier recensement local de 1999. L'enquête biographique, initiée en 1987-89 par Véronique Hertrich, a été actualisée en 1995 puis en 2000. Le questionnaire biographique recueille les histoires matrimoniales, génésique, migratoire et religieuse complètes. En outre, les questionnaires relatifs à la vie matrimoniale et au parcours migratoire ont été enrichis afin de mesurer l'implication familiale et l'évolution des contrôles familiaux sur ces événements. Dans le cadre de cette étude, l'intérêt est plus particulièrement porté sur l'exploitation des biographies migratoires qui enregistrent pour chaque individu différentes caractéristiques de ses déplacements successifs d'une durée minimale de 3 mois, de sa naissance jusqu'à la date de l'enquête. Dans le questionnaire sont saisis : le rang de la migration, le lieu, la date, le type du déplacement (migration matrimoniale, de travail, familiale, visite...) et deux informations sur le contexte de la migration (déplacement individuel, familial ou avec des amis ; connaissances au lieu de la destination). Le questionnaire remanié comprend en plus des questions sur l'implication familiale dans la migration, appréhendée de deux points de vue : celui du contrôle sur le départ (initiative de la migration, accord du responsable familial) et celui de l'apport économique de la migration à l'exploitation (nature et quantité des gains rapportés, usage des gains remis à l'unité économique, la zû). D'autre part, lors de l'actualisation de l'enquête biographique en 2000, une enquête ponctuelle a été réalisée auprès de 92 jeunes migrantes nées entre 1970 et 1985, portant sur les conditions du départ et de vie sur le lieu de migration.

L'approche quantitative est enrichie par l'apport de données plus qualitatives recueillies en 2001. Elles consistent en huit entretiens de groupe, réalisés dans un des villages de l'enquête biographique et composés selon deux critères : l'âge et le sexe. L'objectif de ces entretiens était d'analyser le développement de la mobilité des jeunes et plus particulièrement des jeunes filles du point de vue du groupe social. La grille d'entretiens s'articule autour de trois thèmes : l'expérience d'une vie en ville et la comparaison de la vie en ville par rapport à la vie au village, la perception de la migration des jeunes femmes (en comparaison avec celle des jeunes hommes) et les rapports sociaux entre les hommes et les femmes au village. L'analyse de ces entretiens permettra de mettre en lumière des discours normés et très différenciés selon le sexe, au niveau de la communauté.

L'intégration à l'économie de marché qui est très limitée, tient principalement à la culture de cette société qui refuse l'accumulation des richesses. Or le développement de nouvelles exigences individuelles s'oppose à cette culture traditionnelle qui s'évertue à combattre les ambitions économiques individuelles. Les migrations saisonnières peuvent alors répondre aux besoins des jeunes, qui sont de plus en plus sensibles aux nouvelles formes de consommation, en augmentant notamment leurs revenus personnels. Les migrations des jeunes, et notamment des jeunes femmes ont connu un essor assez spectaculaire en l'espace d'une dizaine d'années avec l'apparition et la rapide généralisation des migrations de travail des jeunes filles.

2. 1. L'EMERGENCE D'UN NOUVEAU TYPE DE MOBILITE FEMININE PENDANT LA JEUNESSE²

La mobilité des jeunes femmes bwa n'est pas un phénomène récent du fait du système de virilocalité qui conduit les jeunes épouses à partir s'installer dans le village de leur conjoint au moment de leur mariage.

TABLEAU 2
PROPORTION (%) D'INDIVIDUS AYANT REALISEE AU MOINS UNE MIGRATION AVANT 20 ANS
ET NOMBRE MOYEN DE MIGRATIONS REALISEES AVANT 20 ANS

	Générations				
	Avant 1945	1945-59	1960-69	1970-74	1975-79
Proportion (%) d'individus ayant réalisé au moins une migration avant 20 ans					
Hommes	37	56	90	97	91
Femmes	49	69	82	90	94
Nombre moyen de migrations réalisées avant 20 ans*					
Hommes	0,7	1,4	3,2	4,8	3,6
Femmes	0,8	1,5	2,0	2,7	2,9

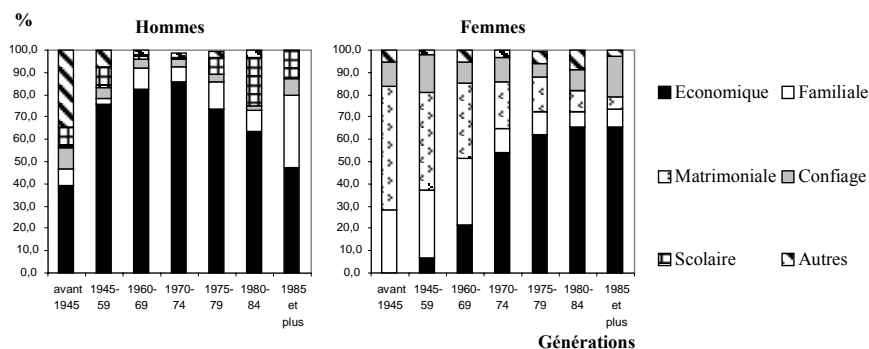
* Le nombre moyen de migrations a été calculé à partir de la population totale (migrants et non-migrants)
Source : enquête biographique 2000.

Ainsi, la moitié des femmes nées avant 1945 avaient déjà réalisé au moins une migration de petite amplitude avant l'âge de 20 ans. Toutefois, la mobilité des jeunes femmes a connu un essor tout à fait important ; la quasi-totalité (94%) des dernières générations (1975-79) ont déjà réalisé au moins une migration avant 20 ans (tableau 2). Plus nombreuses à partir, les jeunes filles partent également plus souvent : les jeunes femmes des dernières générations migrent 3 fois plus que leurs aînées avant 20 ans (tableau 2.). Si l'augmentation de la mobilité féminine avant 20 ans est tout d'abord la trace des migrations réalisées pendant l'enfance, elle est néanmoins particulièrement accentuée pendant la période de jeunesse, entre 10 et 20 ans.

Le développement de la mobilité juvénile relève en grande partie de l'essor d'un type particulier de migration : la migration à but économique. Pendant longtemps, les migrations des jeunes femmes pendant la jeunesse sont restées liées à leur vie familiale et matrimoniale : sur 100 migrations réalisées entre 10 et 20 ans, 80 étaient liées à la vie familiale et matrimoniale. C'est seulement à partir des générations 1970-74 que la mobilité économique prédomine dans les migrations féminines réalisées avant 20 ans, au détriment des anciennes formes migratoires (figure 1).

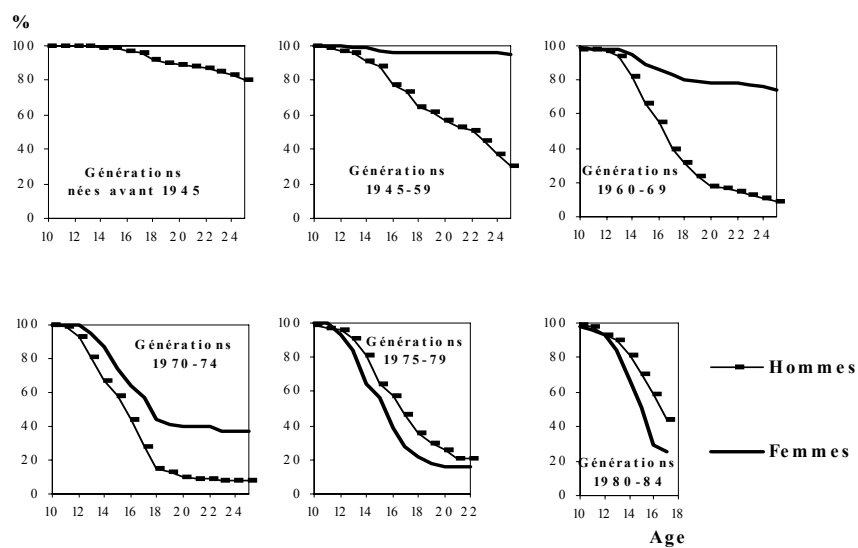
2. Certains tableaux et graphiques de la partie II ont été repris d'une communication écrite en collaboration avec Véronique Hertrich et présentée au Congrès Général de la Population en août 2001 à Salvador de Bahia (Brésil).

FIGURE 1
REPARTITION DES MIGRATIONS REALISEES ENTRE 10 ET 20 ANS SELON LE TYPE DE DEPLACEMENT



L'expérience migratoire des jeunes filles s'est ainsi profondément modifiée dans le sens d'un rapprochement avec celle des jeunes hommes : longtemps réservées aux hommes, les migrations de travail sont devenues aujourd'hui une composante essentielle dans l'expérience des jeunes filles.

FIGURE 2
PROPORTION D'INDIVIDUS N'AYANT JAMAIS REALISE DE MIGRATION DE TRAVAIL AVANT L'AGE X (ENTRE 10 ET 25 ANS)



2. 2. VERS UNE CONVERGENCE D'ITINERAIRES MIGRATOIRES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ?

La figure 2 permet de visualiser cette convergence progressive entre les expériences migratoires féminines et masculines pendant la jeunesse.

À première vue, le développement de la migration féminine de travail apparaît comme une reproduction décalée dans le temps de celle des hommes. L'essor de la

migration économique masculine a commencé dès les générations 1945-59, se généralisant dans les générations suivantes 1960-69 alors que les femmes n'étaient encore pas concernées par ce type de migration. Chez les femmes, le décrochement a lieu à partir des générations 1970-74 mais connaît une généralisation assez spectaculaire. En effet, dans les générations 1975-79, plus de 80% des femmes ont déjà réalisé au moins une migration de travail avant l'âge de 20 ans. Avant 20 ans, elles sont mêmes désormais plus nombreuses à migrer pour des motifs économiques que les jeunes hommes (figure 2).

2. 3. UN ÉLARGISSEMENT DE L'ESPACE DE VIE

Aussi nombreuses que les hommes à partir travailler pendant leur jeunesse, les jeunes femmes ne se cantonnent désormais plus à des lieux proches de leur village d'origine. Alors que moins de 10% des générations nées avant 1945 avaient réalisé au moins une migration en dehors du pays boo, plus de 80% des dernières générations ont déjà migré au moins une fois en dehors de leur aire ethnique avant l'âge de 20 ans. L'espace migratoire des hommes s'était élargi dès les générations 1945-59. Cette extension de l'espace de vie des jeunes filles va à l'encontre de l'idée longtemps admise des migrations féminines de proximité (tableau 3).

TABLEAU 3
PROPORTION (%) D'INDIVIDUS AYANT RÉALISÉ AU MOINS UNE MIGRATION ¹ EN DEHORS DU PAYS BOO
AVANT 20 ANS ET DURÉE MOYENNE PASSÉE EN DEHORS DU PAYS BOO AVANT 20 ANS

	Générations				
	Avant 1945	1945-59	1960-69	1970-74	1975-79
Proportion (%) d'individus ayant réalisé au moins une migration en dehors du Bwatû avant 20 ans					
Hommes	15	31	67	82	71
Femmes	9	18	39	65	83
Durée moyenne passée en dehors du pays boo avant 20 ans (en années) ²					
Hommes	0,4	0,6	2,0	2,4	2,5
Femmes	0,3	0,7	2,6	2,6	3,8

(1) Les migrations considérées sont des migrations tous types confondus.

(2) La durée moyenne a été calculée à partir de la population totale (migrants et non-migrants).

Source : enquête biographique 2000.

Les jeunes filles bwa passent désormais plus de temps en dehors du pays boo. À l'âge de 20 ans, les jeunes filles des générations 1970-74 ont passé en moyenne sept fois plus de temps en dehors du pays boo que les jeunes filles des générations nées avant 1945. Dans les dernières générations, les jeunes filles passent même plus de temps (3,8 ans) que leurs homologues masculins (2,5 ans) en dehors de leur aire d'origine avant l'âge de 20 ans (tableau 3).

Ainsi, les migrations de travail réalisées pendant la jeunesse ne sont plus le seul apanage des garçons. Avec un décalage d'une vingtaine d'années, les filles connaissent désormais des itinéraires migratoires similaires à ceux de leurs homologues

masculins. La généralisation très rapide de ce type de mobilité durant la période de la jeunesse révèle l'importance de la migration de travail comme un nouvel élément constitutif de l'entrée dans la vie adulte, tant pour les hommes que pour les femmes. La découverte d'autres modes de vie et de contextes socioculturels offre alors l'occasion à ces jeunes d'élaborer une nouvelle culture commune, alimentée par leurs expériences de migration.

Mais derrière ce rapprochement apparent, l'analyse des caractéristiques des migrations et de la perception de ce phénomène par la communauté laisse penser que les migrations des jeunes femmes relèvent d'une logique différente de celle des hommes et qu'elles pourraient être porteuses de transformations significatives dans les rapports sociaux de sexe.

3. DES LOGIQUES SEXUEES DE LA MIGRATION

3. 1. DES ACTIVITES TRES SEXUEES S'EXERÇANT DANS DES ESPACES DE VIE DIFFERENTS

TABLEAU 4
PROPORTION (%) D'INDIVIDUS AYANT REALISE AVANT 20 ANS, AU MOINS UNE MIGRATION DE TRAVAIL
ÂGES MEDIAN A LA PREMIERE MIGRATION DE TRAVAIL

	Générations				
	< 1945	1945-59	1960-69	1970-74	1975-79
% d'individus ayant réalisé au moins une migration de travail « non-peul » avant 20 ans					
Hommes	9	20	37	59	53
Femmes	0	4	21	60	84
% d'individus ayant réalisé au moins une migration de travail (« peul » et « non-peul ») avant 20 ans					
Hommes	11	43	82	90	74
Femmes	0	4	21	60	84
Age médian à la première migration de travail non-peul					
Hommes	—	24,5	22,2	19,5	20,2
Femmes	—	—	—	18,0	15,8
Age médian à la première migration de travail (peul et non-peul)					
Hommes	—	22,7	16,8	16,1	17,2
Femmes	—	-	—	18,0	15,8

Source : enquête biographique 2000.

Si les migrations à but économique touchent autant les filles que les garçons, la nature même de ces déplacements est sensiblement différente. Les migrations de travail des jeunes se sont développées, à partir des années soixante-dix, avec l'essor d'un type particulier de déplacement : les migrations chez les Peuls. Les jeunes garçons partent pendant plusieurs mois garder des troupeaux chez les éleveurs peuls et leur travail est rémunéré en tête de bétail : ce type de migration permet alors aux familles de se procurer des bœufs de labour sans avoir recours au numéraire. Cette pratique ne concerne jamais les femmes. Les migrations de travail de ces dernières se réalisent en zone urbaine. Et ce type de migration « non-peul » touche davantage les jeunes femmes que les jeunes hommes pendant la période de jeunesse : avant

l'âge de 20 ans, plus de 80% des femmes des générations 1975-79 sont concernées contre la moitié seulement des hommes (tableau 4). Les migrations à destination urbaine (« non-peul ») correspondent à une deuxième étape de la pratique migratoire des hommes et se poursuivent jusqu'à 30 ans environ. Ainsi, les femmes, découvrent plus précocement l'univers urbain que leurs pairs masculins, vers 16 ans, soit un an plus tôt, en moyenne, que les jeunes garçons.

Cette différence dans le type de migration économique entre les jeunes hommes et les jeunes femmes s'explique par l'activité exercée sur le lieu de la migration. Alors que les emplois des jeunes femmes sont en grande majorité consacrés aux travaux domestiques (elles sont bonnes chez des particuliers [encadré 3]), les travaux des jeunes hommes sont plutôt orientés vers des emplois de gardiennage ou des activités agricoles. Les emplois différents occupés par les hommes et par les femmes reproduisent la division du travail prévalant au village, l'activité des femmes relevant de la sphère domestique et celle des hommes de la sphère économique (tableau 5).

TABLEAU 5
TYPES D'ACTIVITE ET LIEU DES MIGRATIONS DE TRAVAIL REALISEES AVANT 20 ANS PAR LES
GENERATIONS 1970-79

	Hommes	Femmes
Type d'activité		
Gardiennage ou activités agricoles	78	0
Services	13	9
Emploi domestiques	2	91
Ouvrier	7	0
	100	100
Lieu de la migration		
Etranger	3	2
Zone urbaine	37	70
Aire boo	33	27
Mali autre	27	1
	100	100

Source : enquête biographique 2000.

Les expériences migratoires des jeunes femmes et jeunes hommes bwa ne sont pas non plus vécues dans les mêmes aires géographiques. Les migrations des jeunes femmes sont principalement des migrations de type urbain (70 %) alors que celles des jeunes hommes présentent une diversification géographique plus grande, à dominante rurale (tableau 5).

3. 2. DES CONTEXTES DE DEPART ET DE RETOUR REVELATEURS DE LOGIQUES MIGRATOIRES DIFFERENTES ENTRE LES SEXES

Les conditions de départ des jeunes hommes et des jeunes femmes diffèrent très sensiblement. Il est rare qu'un jeune homme parte sans l'accord de son responsable économique (18 %). Contrairement aux garçons, les jeunes filles partent dans la grande majorité des cas de leur propre chef (92 %) et même souvent sans l'accord de

leur responsable économique (43 %) (tableau 6). Néanmoins, ces départs « clandestins » sont devenus quelque peu ritualisés. Dans le cas du refus du responsable économique qui est souvent le père, la jeune fille se tourne alors vers sa mère qui, en lui donnant le prix de son transport, l'autorise à partir. La mère d'une jeune fille partie « en cachette » raconte : « *si le zûso³ refuse et à chaque fois, la fille est en train de dire ça aux oreilles de la maman et souvent même, il arrive que certaines filles pleurent. Donc, si tu as les moyens, tu l'aides à partir. Et seulement après quand le zûso va te demander, tu vas dire que tu n'es pas au courant.* »

TABLEAU 6
INITIATIVE ET BENEFICES DES MIGRATIONS DE TRAVAIL REALISEES AVANT 20 ANS
PAR LES GENERATIONS 1970-79

	Hommes	Femmes
Initiative et accord		
Initiative individuelle avec accord du zûso	67	49
Initiative individuelle sans accord du zûso	18	43
Initiative non individuelle (décision extérieure)	15	8
	100	100
Gain final de la migration		
Rien	9	35
Biens économiques (dont argent)	80	40
Biens de prestige individuel	11	25
	100	100

Source : enquête biographique 2000.

Les gains rapportés par les jeunes filles de leur migration sont quasi-systématiquement des ustensiles de cuisine et des vêtements qu'elles ont achetés sur le lieu de leur migration. Il est très rare qu'une jeune fille rapporte de l'argent pour l'entretien de sa famille, contrairement aux jeunes hommes qui remettent l'essentiel des gains de leur migration (bœufs ou argent) à leur responsable économique, contribuant ainsi aux ressources du groupe.

À travers les caractéristiques des conditions de départ et des gains de la migration, se dessinent ainsi deux logiques migratoires fortement différenciées entre les sexes.

Le jeune migrant apparaît dès le début comme l'envoyé de sa zû. La rémunération qui se fait en tête de bétail dans le cas des migrations masculines chez les Peuls renforce la logique économique collective à laquelle le jeune garçon participe. La migration des jeunes hommes apparaît clairement comme un moyen pour l'unité économique de diversifier ses revenus, en nature dans le cas des migrations peuls et en numéraire dans le cas des migrations urbaines. La migration masculine est totalement acceptée par les responsables familiaux, à la différence de la migration des jeunes filles : « *les filles quand elles reviennent, il y a rien pour la famille, le garçon, c'est différent : le garçon, il s'habille mais il pense toujours à sa famille* ». La migration masculine est un moyen pour les jeunes hommes de satisfaire leurs nou-

3. « Responsable économique »

Apparues plus récemment mais de manière spectaculaire, les migrations économiques des jeunes filles semblent relever d'une logique plus personnelle et sont d'ailleurs violemment déconsidérées par la communauté masculine en raison de la liberté que cela suppose : « *elle va, elle peut faire un mois ici, une semaine là-bas, deux mois là-bas, ainsi de suite. En fin de compte, elle n'a pas de boulot et c'est ce qui est mauvais* ». Contrairement à la migration des jeunes hommes où les pères sont impliqués dès le départ dans la procédure, la pratique migratoire des jeunes filles exclut d'emblée le contrôle des hommes : au moment du départ, les jeunes filles contournent la procédure traditionnelle du départ en migration en s'adressant aux mères et non aux pères. Leurs vêtements et ustensiles de cuisine ne serviront pas à l'entretien de l'économie familiale et sont donc, aux yeux des hommes, inutiles, jugement non partagé par les femmes. Ce capital matériel est avant tout une manière pour les jeunes filles (et par procuration pour leurs mères) de se démarquer de celles qui ne sont pas parties, il est la marque d'une différence et de l'accession à un nouveau statut : « *Quand elle revient avec des habits, avec des ustensiles de cuisine, alors c'est bien. Dans le cas contraire, si elle ne revient pas avec grand chose, là, maintenant, tu as honte, mais quand même, c'est déjà fait* » raconte une mère.

Au-delà du capital matériel que les jeunes filles rapportent de leur migration, les bénéfices qu'elles tirent de leur expérience de vie en dehors des cadres socialement contrôlés de la communauté villageoise, leur permettent de s'affirmer sur un mode plus personnel à leur retour au village. La perception masculine très négative de cette nouvelle pratique perçue comme explicitement individualiste, reflète la peur qu'ont les pères de perdre le contrôle sur la sexualité et sur la vie conjugale de leurs filles.

ET AFFAIBLISSEMENT DU CONTROLE SOCIAL TRADITIONNEL

4. 1. ACQUISITION DE NOUVEAUX SAVOIRS VALORISANTS

34

et 1984 ont déjà réalisé leur première migration de travail avant 15,5 ans contre 17 ans pour les garçons (tableau 7).

LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES MIGRANTES PENDANT LEUR MIGRATION

Les jeunes filles partent très rarement « à l'inconnu ». Sur 58 jeunes filles interrogées, seules 8 déclarent être parties la première fois sans connaître quelqu'un sur place. Souvent, le départ s'effectue à plusieurs, entre amies ou entre sœurs et l'une d'entre elles connaît quelqu'un sur place. La personne connue est souvent un homme ressortissant du village, installé en ville depuis de nombreuses années. Dans la majorité des cas, c'est d'ailleurs la femme du parent ou de l'ami connu qui va aider les jeunes filles à trouver un emploi. Elles sont toutes bonnes chez des particuliers où elles effectuent principalement les travaux de cuisine et de lessive. Elles logent la plupart du temps chez leur employeuse avec d'autres jeunes filles travaillant dans la même maison : dans plus de la moitié des cas, elles sont entre 2 et 5 à loger ensemble. Les conditions de vie des petites bonnes sont relativement variables d'une maison à l'autre. Si aucune jeune fille ne parle de ses mésaventures une fois rentrée au village, les jeunes filles interrogées à Bamako racontent une version beaucoup moins rose de leur vie en ville : leur emploi du temps leur laisse très peu de temps libre, et la plupart des employeuses n'autorisent que la sortie hebdomadaire du dimanche pour que les filles puissent aller rendre visite à leur « logeur » (la personne qu'elles connaissent et qui les a aidées à trouver du travail). L'un des énormes problèmes, qui suscite d'ailleurs l'attention des pouvoirs publics et la création de nombreuses associations, est l'exploitation des ces jeunes filles par leurs employeuses. Si peu d'entre elles ont parlé de violences physiques, la plupart ont évoqué le problème du paiement des salaires. Le salaire moyen des jeunes filles interrogées était de 4000 CFA/mois (environ 6 euros par mois) lors de la première migration et de 4900 CFA/mois (environ 7 euros par mois) lors de la dernière migration de travail. Les jeunes filles ne perçoivent pas leur salaire chaque mois et quand elles le récupèrent, elles le confient, pour la plupart, à leur logeur ou à la femme de leur logeur. C'est d'ailleurs avec cette personne qu'elles iront ensuite, avant de repartir au village, s'acheter leurs vêtements et leurs ustensiles de cuisine. Les employeuses profitent en fait de l'ignorance des petites bonnes qu'elles prétendent cependant traiter comme leurs propres enfants.

Source : Enquête « Migrations de jeunes filles », réalisée en 2000-2001 auprès de 92 filles des générations 1970-85 à Kwara et Sirao dont 58 d'entre elles avaient déjà réalisé au moins une migration de travail.

TABLEAU 7
AGES MEDIANS A LA 1^{ERE} MIGRATION DE TRAVAIL

Génération	Âge médian	
	H	F
Avant 1945	—	—
1945-59	22,7	—
1960-69	16,8	—
1970-74	16,1	18,0
1975-79	17,2	15,8
1980-84	17,1	15,5
1985 et plus	—	—

Source : enquête biographique 2000.

Les bénéfices que retirent les jeunes filles de leur séjour en ville jouent sur différents registres. Premièrement, elles acquièrent des savoirs et des connaissances qu'elles n'auraient pas acquis en restant au village : elles apprennent à « *bien entretenir leur corps* », elles apprennent à parler une nouvelle langue, le bambara, qui est la langue officielle avec le français. La connaissance d'une nouvelle langue qui « *permet d'avoir deux oreilles, c'est à dire d'entendre deux langues* » est un des acquis de la migration les plus mis en valeur, à la fois par les jeunes filles elles-mêmes mais également par leurs mères, qui, pour la plupart, n'ont pas eu l'occasion d'apprendre le bambara. Cette importance attachée à l'apprentissage d'une nouvelle langue manifeste ce désir d'ouverture et d'accès à des cultures différentes. Dans une population où les filles sont très peu scolarisées (sur les 185 femmes nées entre 1970 et 1979, seules 9 d'entre elles ont été à l'école et 2 seulement ont connu une scolarisation primaire complète), l'apprentissage qu'elles réalisent en ville vient pallier l'absence d'éducation scolaire.

D'autre part, les mères mettent en avant les atouts de l'expérience urbaine de leurs filles comme un moyen de développer leur esprit critique : « *celles qui partent, elles sont bien éveillées, elles sont ouvertes et elles travaillent mieux que celles qui restent ici* ». Au contraire, les hommes voient d'un très mauvais œil l'attitude de leurs filles qui, du fait de leur expérience, acceptent moins facilement le contrôle parental : « *Une fille qui est partie en ville, elle n'entend pas les paroles de ses parents, c'est comme si ses yeux sont ouverts mais la fille qui est ici, elle, elle entend la parole de ses parents (...) elle est laissée à elle-même mais celle qui est à côté de ses parents, elle a peur de ses parents* ». Par leur expérience migratoire, les jeunes filles ont désormais la possibilité de s'affirmer davantage et de manière plus personnelle, non seulement auprès de leurs aînés mais également auprès de leurs pairs masculins : on peut alors penser qu'elles tenteront de mettre en place de nouveaux rapports entre les sexes plus égalitaires au sein de leur vie conjugale.

4. 2. LA PERTE DE CONTRÔLE SUR LA SEXUALITÉ ET SUR LA MISE EN COUPLE DES FILLES

La perception très négative de la migration des jeunes filles par les hommes est très révélatrice de la crainte de la perte de contrôle sur la sexualité et sur la vie conjugale de leurs filles qu'elle suscite chez eux.

Cette crainte est présente dès le départ mais prend des formes différentes lors des recommandations parentales : les mères insistent sur le fait de « *bien travailler* », les pères, quand ils sont informés, leur recommandent de « *très bien se comporter et de ne pas se marier là-bas* ». Traditionnellement, les rapports sexuels pré-conjugaux sont fortement prohibés et au village, il est assez difficile de trouver des espaces d'intimité où pourrait s'exercer cette sexualité. La liberté qu'ont les jeunes hommes pour se rendre à des fêtes dans d'autres villages n'est pas accordée aux jeunes filles. Quand les filles partent travailler en ville, ce contrôle social disparaît. Dans l'imaginaire des hommes, des pères mais aussi des jeunes hommes, c'est à dire des maris potentiels, cette liberté sexuelle prohibée est très stigmatisée : « *Souvent, elle se marie, elle va chez les jeunes et elle revient avec une grossesse* ». Les grossesses pré-conjugales existaient bien avant les pratiques de migration féminine mais elles étaient sans doute rares et pour la plupart du temps cachées. Leur plus grande visibilité actuelle (bien qu'elles restent encore très marginales) justifie la crainte des pères pour lesquels la grossesse est l'un des plus grands risques encourus par leurs filles. Pourtant, vivre en ville pour une jeune femme boos ne signifie pas une totale liberté. En effet, si leurs conditions de vie chez les employeuses peuvent être très variables, elles ont en commun une restriction importante de leur temps de loisir et de sorties (encadré). Les jeunes filles interrogées au village sur ces questions affirment qu'elles ne sortent jamais. La rencontre avec certaines d'entre elles à Bamako, notamment lors de fêtes, permet de repérer la difficulté pour ces jeunes filles de parler de cela de manière libre et montre qu'elles ne disent peut-être pas toujours la vérité une fois rentrées au village.

Traditionnellement, les mariages au village sont sanctionnés socialement par des fêtes au cours desquelles des cadeaux sont faits à la jeune mariée sous la forme de vêtements et d'ustensiles de cuisine. Les dépenses réalisées par la famille du mari lors de ces fêtes peuvent être très importantes et peuvent devenir un moyen de retenir celle qui aurait des velléités à rompre son union. Or, les gains des jeunes filles sont systématiquement transformés en vêtements et en ustensiles de cuisine : la possession de ce trousseau, avant même le mariage, peut alors devenir un outil de négociation et de plus grande marge de manœuvre dans la future vie conjugale. Cette nouvelle indépendance gagnée par les jeunes migrantes déplaît particulièrement aux pères : « *Une fille qui reste au village, si elle se comporte très bien et si elle a un bon mari, si l'on fait une fête de mariage, avec l'argent qu'on trouve, on achète ses ustensiles de cuisine et c'est bon. Chez nous, cela vaut mieux qu'une fille qui va en ville, qui trouve ses ustensiles de cuisine et qui revient* ».

TABLEAU 8
PROPORTION (%) DE FEMMES AYANT RÉALISÉ AU MOINS UNE MIGRATION DE TRAVAIL AVANT 20 ANS
ET PROPORTION (%) DE MARIAGES AYANT DONNÉ LIEU À UNE FÊTE SELON LES GÉNÉRATIONS

	Générations				
	< 1945	1945-59	1960-69	1970-74	1975-79
% de femmes ayant réalisé au moins une migration de travail avant 20 ans	0	4	21	60	84
% de mariages ayant donné lieu à une fête	93	94	73	56	—

Source : enquête biographique 2000.

L'analyse des mises en unions montre la diminution de la fréquence des fêtes de mariage au fur et à mesure du développement des migrations féminines de travail. À partir des générations 1970-74, cette diminution est concomitante de l'essor des migrations de travail (tableau 8). Il semblerait que l'essor de la migration des jeunes femmes et avec lui, l'acquisition d'un nouveau capital, remette en cause de manière plus générale l'implication familiale dans la gestion des affaires matrimoniales (Hertrich et Lesclingand, 2002). L'affirmation clairement personnelle des femmes à travers leur migration semble transparaître dans d'autres sphères de la vie et pourrait redéfinir des relations plus égalitaires entre les hommes et les femmes.

CONCLUSION

L'essor spectaculaire des migrations de travail des jeunes filles bwa peut apparaître comme la reproduction de la pratique migratoire masculine décalée dans le temps : la migration de travail est désormais devenue un élément constitutif de l'entrée dans la vie adulte des jeunes, hommes et femmes. Et les rares jeunes filles des dernières générations qui ne sont pas parties en ville le vivent comme un handicap : « *Ca m'a manqué [de ne pas aller en ville] et jusqu'à présent, ça me fait mal, je suis dérangée de cela* ».

À travers la migration effectuée en milieu urbain, les jeunes ont accès à la société de services et à la société de consommation qui répond aux exigences de leurs besoins : les beaux vêtements, les transistors, les ustensiles de cuisine pour les filles sont autant d'objets symboliques de différenciation et de marque d'une nouvelle culture commune qui s'élabore en dehors de leur milieu d'origine. À travers ces migrations de travail, les jeunes générations cherchent en fait un lieu de socialisation informelle, leur permettant de construire leur propre représentation du monde en dehors de l'espace familial traditionnel et en rupture avec les modèles véhiculés par les générations passées (Gauthier, 1997).

Contrairement aux migrations des jeunes hommes bwa qui s'inscrivent encore très clairement dans une logique collective familiale de diversification des revenus, la pratique migratoire des jeunes filles, plus récente, répond à des exigences plus individuelles et contourne les procédures traditionnelles. Elle est l'une des expressions des changements en cours qui échappent au contrôle des groupes sociaux de référence et offre une vision des futurs rapports sociaux hommes-femmes. Les savoirs acquis en migration, tels que l'assimilation d'une nouvelle langue, l'apprentissage

de nouveaux savoir-faire, la découverte de cultures différentes sont un capital qui leur permet de se valoriser au sein de la communauté et dans leur future vie conjugale. Les jeunes femmes découvrent souvent plus précocement la ville que leurs pairs masculins (qui partent, au même âge, chez les Peuls) et il semblerait que beaucoup de jeunes hommes soient tentés de partir en ville juste avant leur mariage, afin de connaître, eux aussi, le monde urbain.

Marie LESCLINGAND
INED / IEP
133, bd Davout
75980 PARIS Cedex 20

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 40

- HERTRICH V. 1996. Permanences et changements de l'Afrique rurale. Dynamiques familiales chez les Bwa du Mali *Les Études du CEPED*, n° 14, Paris, CEPED, 547 p.
- HERTRICH V., LESCLINGAND M. 2002. Entrée dans l'âge adulte en milieu rural africain : vers une convergence des trajectoires masculines et féminines ? Le cas des Bwa du Mali, in LEBUGLE Amandine, VALLIN Jacques *Sur le chemin de la transition. Onze communications présentées au XXIV^e Congrès général de la population, Salvador de Bahia, Brésil, août 2001*, Dossiers et Recherches n° 110, p. 123-156, Paris, INED, 233 p.
- LAMBERT S. 1994. La migration comme instrument de diversification intra-familiale des risques. Application au cas de la Côte d'Ivoire, *Revue d'Économie du Développement*, 2/1994, p. 2-34.
- LEE Everett S. 1966. A Theory of Migration, *Demography*, vol. 3, n° 1, p. 47-57
- LESCLINGAND M. 2000. Expériences migratoires des hommes et des femmes dans une population rurale du Mali, in ANDRO Armelle, LEBUGLE Amandine, LESCLINGAND Marie (et alii) *Genre et développement : huit communications présentées à la Chaire Quételet 2000*, Dossiers et Recherches n° 95, p. 139-158, Paris, INED, 158 p.
- LEWIS W. Arthur. 1954. Economic Development with Unlimited Supplies of Labour, *The Manchester School of Economic and Social Studies* n° 22, p. 139-191
- LOCOH T., LABOURIE-RACAPE A., TICHIT C. (Eds.), 1996 *Genre et développement : des pistes à suivre*, Documents et manuels du CEPED n° 5, Paris, EHESS-INED-ORSTOM-Université Paris VI, 154 p.
- MAKINWA P., AFOLAYAN A. A. 1995. Migration and women's status in sub-saharan Africa, in MAKINWA Paulina, JENSEN An-Magritt (éds) *Women's position and demographic change in sub-saharan Africa*, p. 253-269, Liège, IUSSP, 448 p.
- OLURODE L. 1995. Women in rural-urban migration in the town of Iwo in Nigeria, in BAKER Jonathan and AINA Tade Akin (éds.), *The Migration experience in Africa*, p. 290-302, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 353 p.
- OUEDRAOGO J.-B. 1995. The Girls of Nyovuuru. Dagara Female Labour Migrations to Bobo-Dioulasso, in BAKER Jonathan, AINA Tade Akin (éds), *The migration experience in Africa*, p. 269-288, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 353 p.
- PETIT V. 1998, *Migrations et Société dogon*, Paris, CERPAA-CRPS-ORSTOM, 331 p.
- PICOUET M. 2001. Les stratégies migratoires, in : SANDRON Frédéric et GASTINEAU Bénédicte (coordonné par.) *Dynamiques familiales et innovations socio-démographiques. Études de cas dans les pays du Sud*, p. 139-169, Paris, l'Harmattan, 244 p.
- QUIMINAL C. 1991. *Gens d'ici, Gens d'ailleurs*, Paris, Christian Bourgeois, 222 p.
- ROUSSEAU C., SAID T. M., GAGNE M.-J., BIBEAU G. 2001. Rêver ensemble le départ. Construction du mythe chez les jeunes Somaliens réfugiés, in COLLIGNON René, DIOUF Mamadou (Eds.) *Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, *Autrepart* n° 18, p. 51-68, Paris, IRD, 193 p.
- SAUVAIN-DUGERDIL C., DIENG A. W. 2001. Le genre de la « nouvelle culture-jeunes ». Outils d'analyses et hypothèses de travail élaborées sur la base d'une étude exploratoire au Mali. Abidjan, 19 p. (Communication au Colloque international « Genre, population et Développement en Afrique », Abidjan, 15-19 juillet 2001).

- 42